

CINÉMA "STUDIO"
Principe de Délégation de Service Public

Intervention de **Paul EUZIERE**,
Président du groupe « Grasse à Tous »

Cette délibération dont nous partageons la nécessité comporte, à notre sens, des assertions discutables qu'il conviendrait de supprimer.

Écrire que le fonctionnement d'une salle de cinéma est un *"métier à caractère industriel et commercial qui n'est pas dévolu à une collectivité territoriale"* va à l'encontre de ce que font -avec succès- de nombreuses municipalités et départements (dont les Alpes Maritimes qui subventionnent le cinéma itinérant dans de nombreuses communes du Moyen et Haut Pays) et risque de nous mettre dans une impasse d'ici quelques temps.

Si l'on veut sauver l'activité cinéma à Grasse, il vaut mieux éviter de s'interdire aujourd'hui certaines solutions -la mise en régie municipale en est une- dont nous pourrions avoir besoin demain.

En l'état, le principe de la Délégation de Service Public semble souhaitable, mais l'hypothèse d'un repreneur commercial nous paraît, par contre, tout à fait aléatoire au regard du passif qui est à la fois financier, mais aussi technique (fréquentation) et matériel (état des salles, nécessité de refaire la climatisation), etc ...

A cet égard, **le cahier des charges** qui est proposé comporte des obligations qui risquent de rebuter un éventuel repreneur.

- Une **durée de contrat de DSP** de 6 (ou 9) ans peut paraître long dans le contexte qui est celui du "Studio".

- D'autre part, en matière associative, un statut particulier en matière tarifaire est réservé au "Festival des Toutes Premières fois". Ce qui est bien. Mais pourquoi ne pas étendre les facilités qui sont accordées à cette association à toutes les associations culturelles de la ville qui, elles aussi, peuvent contribuer au développement de l'activité cinéma ?

Enfin pour ce qui concerne le **renouvellement des installations, des équipements et des travaux de réparation** (ch. III article 15-3), la répartition des travaux entre la ville et l'exploitant n'est pas très explicite.

Elle ne mentionne pas, par exemple, la climatisation que la loi impose de modifier à compter du 1^{er} janvier 2010.

A qui incomberont ces travaux coûteux au délégataire ou à l'autorité délégante, c'est-à-dire la Ville ?

Mieux vaut être clair dès le départ pour éviter les mauvaises surprises et les contentieux.

Je pense, si nous voulons pérenniser l'activité cinéma à Grasse, qu'il y a lieu de **réfléchir ensemble à un cahier des charges souple, clair et exhaustif**.

C'est une première proposition.

La seconde est non pas de renvoyer l'avenir du "Studio" à un hypothétique repreneur commercial mais de **fédérer toutes les énergies -associatives et institutionnelles, culturelles et éducatives- dans une association** qui définirait rapidement **un véritable projet cinéma pour Grasse et le pays grassois**.

La voie associative adossée à la Ville est, à notre sens, **la seule possibilité** de faire revivre un cinéma digne de ce nom à Grasse.

Cela étant, il faudra pour assurer une bonne fréquentation -je l'ai écrit dans "Kiosque" de février dernier- d'autres dispositions pratiques, notamment en matière de gratuité de stationnement.

Il est indispensable de conserver -et de développer, si possible- le seul cinéma qu'il nous reste à Grasse.

Le seul moyen est non pas de bricoler une survie temporaire, mais de s'emparer, ensemble, de ce défi et d'en faire celui de tous : cinéphile ou pas, amateur de culture et simple Grassois attaché à un minimum de vie nocturne dans le Centre.